

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919.

PROJET DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME FISCAL DE L'ALCOOL.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années, le Gouvernement s'est appliqué à combattre l'alcoolisme, dont le procès n'est plus à faire.

Diverses mesures ont été prises pour enrayer le mal : la loi sur l'ivresse publique, l'interdiction du débit et de la vente de l'absinthe, l'augmentation des droits sur l'alcool, l'établissement d'une taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons, la réglementation relative à la salubrité des locaux servant au débit, l'enseignement antialcoolique, etc.

Ces dispositions n'ont pas manqué de produire des effets salutaires. La consommation annuelle par habitant qui en 1895, était de 10 l. 62 d'alcool à 50°, est tombée en 1904 à 9 l. 91 et en 1913 à 5 l. 52.

Pendant la guerre, les prix élevés de l'alcool ont réduit davantage encore la consommation : en 1915, celle-ci n'était plus, par tête, que de 5 litres, en 1916 de 2 l. 20.

La situation générale s'est donc améliorée, mais on ne peut cependant en rester là. Des mesures plus complètes s'imposent dans l'intérêt de l'hygiène, de la santé et du bien-être de la population qui, affaiblie par les privations de l'horrible guerre, a besoin de toutes ses ressources pour sa propre restauration et de sa pleine énergie pour l'œuvre commune de la reconstitution nationale.

Parmi les mesures auxquelles il vient d'être fait allusion, le maintien à un prix élevé de l'alcool de bouche apparaît comme un remède très efficace. Conséquemment, le Gouvernement propose de majorer dans la proportion du

simple au double tant les droits d'entrée sur les alcools et les produits qui en renferment, que les droits d'accise sur les eaux-de-vie indigènes et la taxe spéciale sur les alcools livrés à la consommation.

En corrélation avec la modification du régime fiscal des alcools et suivant l'esprit qui y préside, un changement s'indique en ce qui concerne la teneur alcoolique à partir de laquelle les vins doivent être considérés comme *liqueurs* pour la perception des droits. La limite, qui était antérieurement de 24 %, serait abaissée à 21 %.

Sous l'occupation, les matières premières, mises à la disposition des distillateurs, étaient très chères et les conditions d'exploitation extrêmement onéreuses, de sorte que l'alcool produit revenait à un prix fort élevé. Or l'arrêté-loi du 15 novembre 1918 a bloqué les stocks existants lors de l'armistice, de même que les alcools obtenus depuis lors dans les distilleries qui, fabriquant de la levure, sont restées en activité. Une petite partie de ces réserves a été écoulée, il est vrai, pour des besoins industriels, mais la majeure partie n'a pas trouvé d'emploi.

Un régime transitoire, de nature à régulariser les conditions du marché, doit donc être instauré. Ce régime est basé sur la fixation du prix de vente et sur la perception d'une taxe de libération dont le produit, réservé à l'État, permettra d'accorder des compensations de manière à niveler le prix de revient des alcools demeurés disponibles, mais fabriqués à des époques et partant dans des conditions essentiellement différentes.

L'expérience a fait ressortir la nécessité urgente de réprimer plus sévèrement l'établissement des distilleries clandestines. Il est nécessaire aussi de frapper de peines élevées les manœuvres frauduleuses qui seraient pratiquées en vue d'éluder les prescriptions de la nouvelle loi. Les articles 9 et suivants y pourvoient.

Indépendamment de ces dispositions, le Gouvernement prendra des mesures d'exécution pour exercer une surveillance rigoureuse dans les distilleries et les usines de rectification et pour poursuivre très activement les distillateurs clandestins.

Telles sont, Messieurs, les propositions que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à votre examen. Il a la confiance que vous accueillerez favorablement le projet.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

ALBERT

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les liquides
alcooliques désignés ci-après et sur les
conserves alimentaires à l'eau-de-vie
sont modifiés de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles à 50 degrés ou moins
de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à
la température de 15 degrés du
thermomètre centigrade . . . fr. 450

En cercles, pour chaque degré
au-dessus de 50 . . . fr. 9

En bouteilles, sans distinction
de degré . . . fr. 900

Liqueurs, sans distinction de
degré . . . fr. 900

Ontwerp van wet wijzigende het fiscaal
regiem van den alcohol.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De invoerrechten op de hierna aange-
deuide alcoholhoudende vloeistoffen en
op de in brandewijn ingemaakte eetwa-
ren worden gewijzigd als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of min-
der van den alcoholmeter van Gay-
Lussac, bij de temperatuur van
15 graden van den honderddeeli-
gen thermometer . . . fr. 450

Op fust, voor elken graad bo-
ven de 50 . . . fr. 9

Op flesschen, zonder onder-
scheid van graad . . . fr. 900

Likeuren, zonder onderscheid
van graad . . . fr. 900

	Par hectolitre.		Per hectoliter.
Boissons fabriquées au moyen de fruits secs (raisins, dattes, figues, etc.), avec ou sans addition de jus de raisins frais, ainsi que celles fabriquées à l'aide d'alcool, d'eau, de sucre, de matières colorantes, etc., avec ou sans addition de jus de fruits, dont la richesse alcoolique n'est pas supérieure à 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades fr.	120	Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten (rozijnen, dadels, vijgen, enz.), met of zonder toevoeging van sap van verse druiven, alsmede de dranken vervaardigd door middel van alcohol, van water, van suiker, van kleurstoffen, enz., met of zonder toevoeging van vruchtsap, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeelingen thermometer. fr.	120
<i>Autres liquides alcooliques contenant en alcool :</i>		<i>Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :</i>	
20 % ou moins fr.	180	Van 20 t. h. of minder. . . fr.	180
Plus de 20 % et pas plus de 50 % fr.	450	Van meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h. . . . fr.	450
Plus de 50 % fr.	900	Van meer dan 50 t. h. . . . fr.	900
<i>Conserves alimentaires à l'eau-de-vie : par 100 kilogrammes, 450 francs.</i>		<i>In brandewijn ingemaakte eetwaren . per 100 kilogram, 450 frank.</i>	
ART. 2.		ART. 2.	
Est portée à 8 % la taxe de 4 % du montant des droits d'entrée établie par l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913 sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912.		Wordt gebracht op 8 t. h. de taxe van 4 t. h. van het bedrag der invoerrechten, gevestigd bij artikel 3 der wet van 5 September 1913 op de producten opgenoemd onder artikel 5 der wet van 12 December 1912.	
ART. 3.		ART. 3.	
Les vins étrangers contenant plus de 24 % d'alcool suivent le régime des liqueurs pour la perception des droits.		Buitenlandsche wijn die meer dan 24 t. h. alcohol bevat volgt, voor het heffen der rechten, het regiem van de likeuren.	
L'imposition des vins importés en bouteilles ne peut en aucun cas être inférieure à celle des vins importés autrement.		De aanslag van wijn ingevoerd op flesschen mag in geen geval lager zijn dan die van wijn anders ingevoerd.	

ART. 4.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 400 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 5.

Par modification à l'article 4 de la loi du 12 décembre 1912, la taxe sur les eaux-de-vie indigènes de toute espèce déclarées en consommation est portée de 10 à 20 centimes par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 6.

Les taux de droit et de taxe fixés par les articles 4 et 5 sont applicables aux flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

ART. 7.

Aucune quantité de flegmes ou d'alcools ne peut être enlevée des distilleries, des usines de rectification ou des entrepôts publics qu'en vertu d'une autorisation du Ministre des Finances.

ART. 4.

Het accijsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn, wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op voet van 400 frank per hectoliter van 50 graden sterkte van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 5.

Met wijziging in artikel 4 der wet van 12 December 1912 wordt de taxe op den binnenlandschen brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven, gebracht van 10 op 20 centiemmen per liter brandewijn hebbende eene sterkte van 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 6.

De bedragen van recht en van taxe bepaald bij artikelen 4 en 5 zijn toepasselijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen op het oogenblik van de inwerkingstelling dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

ART. 7.

Geene hoeveelheid flegma's of alcohol mag uit de stokerijen, distilleerderijen of openbare stapelhuizen worden uitgeslagen, dan krachtens eene toelating van den Minister van Financiën.

ART. 8.

Le Ministre des Finances, de commun accord avec le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, est autorisé à fixer :

1° Les prix de vente des alcools indigènes destinés à être consommés dans le pays ou qui doivent y servir pour d'autres usages ;

2° La quotité de ces prix revenant aux distillateurs.

La différence existant éventuellement entre les prix de vente dont il est question au 1° ci-dessus et, d'autre part, la quotité réservée aux distillateurs et le montant des droits d'accise, est perçue au profit de l'État comme taxe de libération.

Les alcools destinés à l'exportation peuvent être soumis également à une taxe de libération à déterminer par le Ministre des Finances.

ART. 9.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 15 avril 1896, tous ceux qui sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude, soit en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

ART. 8.

De Minister van Financiën, in gemeen overleg met den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, is gemachtigd vast te stellen :

1° De verkoopprijzen van binnenlandschen alcohol bestemd tot verbruik in het Rijk, of die er tot andere doeleinden moet worden gebezigd ;

2° Het aandeel in deze prijzen, dat aan de stokers toekomt.

Het verschil dat bij voorkomend geval bestaat tusschen de verkoopprijzen waarvan sprake in 1° hierboven en anderdeels, het aan de stokers voorbehouden aandeel en het bedrag der accijsrechten, wordt ten voordeele van den Staat als vrijgevingstaxe geïnd.

De tot den uitvoer bestemde alcohol kan insgelijks worden onderworpen aan eene door den Minister van Financiën vast te stellen vrijgevingstaxe.

ART. 9.

Ingeval van ontdekking eener geheime stokerij, worden beschouwd als medeplichtigen en zijn strafbaar met de straffen bepaald bij artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 15 April 1896, al degenen die met voorweten op eenigerlei wijze deel hebben genomen aan het vergrijp, het hebben vergemakkelijkt, of belang er bij hebben gehad, het zij namelijk door het leveren of het geschikt maken der toestellen die tot bedrog kunnen worden aangewend, het zij door het leveren der grondstoffen of der gist, het zij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor al degenen die deze produkten hebben aangekocht in voorwaarden of tegen prijzen van zulken aard, dat zij den ongeoorloofden oorsprong daarvan moesten vermoeden.

ART. 10.

Toute infraction à l'article 7 est punie d'une amende égale au décuple des droits et taxes dus, outre la confiscation des flegmes et alcools et des moyens de transport.

ART. 11.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle, ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 12.

Les principes généraux des lois en matière de douane et d'accise, notamment ceux relatifs à la rédaction des procès-verbaux, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, la complicité, la tentative de corruption, le droit de transiger, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

Est abrogé l'article 2 de la loi du 5 septembre 1913.

ART. 14.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 3, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

ART. 10.

Alle overtreding van artikel 7 wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der verschuldigde rechten en taxes, onverminderd verbodverklaring van de flegma's en den alcohol en van de vervoermiddelen.

ART. 11.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, betreffende voorwaardelijke veroordeeling, zijn niet van toepassing op de bij deze wet voorziene straffen.

ART. 12.

De algemeene beginselen der wetten in zake tolrechten en accijnzen, namelijk degene betreffende het opstellen der processen-verbaal, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de verantwoordelijkheid, de medeplichtigheid, de poging tot omkoop, het recht tot schikking in der minne, zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 13.

Wordt afgeschaft artikel 2 der wet van 5 September 1913.

ART. 14.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend, uitgenomen wat betreft het eerste lid van artikel 3, waarvan de bepaling in werking zal treden op den door de Regeering te bepalen datum.

Gegeven te Brussel, den 18^e Maart 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1919.

ONTWERP VAN WET WIJZIGENDE HET FISCAAL REGIEM VAN DEN ALCOHOL.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert een groot aantal jaren beijverde zich de Regeering om den strijd aan te binden tegen het alcoholverbruik, dat euvel welks pleit reeds lang beslecht is.

Verschillende maatregelen werden getroffen ter beteugeling van het euvel : de wet op de openbare dronkenschap, het verbod van slijting en verkoop van absint, de verhooging der rechten op den alcohol, het vestigen eener openingstaxe op de nieuwe drankslijterijen, de regeling betreffende de gezondheid der lokalen als slijterij gebezigd, het antialcoholisch onderwijs, enz.

Deze bepalingen verkregen een heilzame uitwerking. Het jaarlijksch verbruik per inwoner dat in 1895, 40 l. 62 alcohol van 50° bedroeg, verminderde in 1904 tot 9 l. 91 en in 1913 tot 5 l. 52.

Tijdens den oorlog beperkten de hooge prijzen van den alcohol nog meer het verbruik : in 1915 beliep dit nog slechts, per hoofd, 3 liters, in 1916, 2 l. 20.

De algemeene toestand verbeterde dus, maar daarbij mag het nochtans niet blijven. Meer afdoende maatregelen zijn geboden in 't belang van de gezondheid en den welstand der bevolking die, verzwakt door de ontberingen van den gruwelijken oorlog, al hare hulpmiddelen behoeft tot eigen herstel en hare volle kracht voor de gemeenzame taak der nationale heropbeuring.

Onder de bovenaangestipte maatregelen blijkt het behouden op hoogen prijs van drinbare alcohol een zeer doelmatig hulpmiddel te zijn. Diensvolgens stelt de Regeering voor in de verhouding van het enkel tot het

dubbel te vermeerderen zoowel de invoerrechten op alcohol en de voortbrengselen die alcohol bevatten, als de accijnsrechten op binnenlandsehe alcohol en de bijzondere taxe op ten verbruik aangewend alcohol.

In verband met de wijziging in het fiscaal regiem van den alcohol en volgens den geest die daartoe aanspoort, is eene verandering aangewezen wat betreft het alcoholgehalte boven hetwelk wijn moet worden beschouwd als *likeur* voor de heffing der rechten. De grens die voorheen 24 % was, zou tot 21 % worden verlaagd.

Onder de bezetting waren de ter beschikking van de stokers gestelde grondstoffen zeer duur en de exploitatievoorwaarden zeer bezwarend, zoodat de voortgebrachte alcohol een zeer hoogen prijs te staan kwam. Welnu, het besluit-wet van 13 November 1918 heeft de bij de wapenstilstand bestaande voorraden vastgehouden evenals de alcohol sedert dien voortgebracht in de stokerijen die, gist vervaardigende, werkzaam zijn gebleven. Een klein gedeelte dezer voorraden werd wel is waar, tot nijverheidsdoeleinden gebruikt, maar het hoofdgedeelte vond geen aanwending.

Een overgangsregiem, van aard om de voorwaarden der markt te regelen, moet dus worden ingesteld. Dit regiem rust op het vaststellen van den verkoopprijs en op het heffen eener vrijgevingstaxe waarvan de aan den Staat voorbehouden opbrengst toelaten zal vergeldingen toe te kennen, derwijze den kostprijs van den alcohol die beschikbaar is gebleven maar vervaardigd werd op tijdstippen en dus in voorwaarden door diepgaand verschil gekenmerkt, te evenen.

Ervaring deed de dringende noodzakelijkheid uitkomen eener strengere beteugeling van het oprichten van geheime stokerijen. Het is ook noodig zware straffen te stellen op listige kunstgrepen die zouden aangewend worden ter ontduiking der voorschriften van de nieuwe wet. Artikelen 9 en volgende voorzien daarin.

Onverminderd deze bepalingen zal de Regeering maatregelen van uitvoering treffen om streng toezicht te houden in de stokerijen en distilleerderijen en om krachtdadig de geheime stokers te vervolgen.

Ziedaar, Mijne Heeren, de voorstellen die de Regeering de eer heeft aan uw onderzoek te onderwerpen. Zij vertrouwt dat gij het ontwerp gunstig zult onthalen.

De Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.

Projet de loi modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Ontwerp van wet wijzigende het fiscaal
regiem van den alcohol.

ALBERT,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les liquides
alcooliques désignés ci-après et sur les
conserves alimentaires à l'eau-de-vie
sont modifiés de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

	Par hectolitre.
En cercles à 50 degrés ou moins de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade . . . fr.	450

En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50 fr.	9
--	---

En bouteilles, sans distinction de degré fr.	900
---	-----

<i>Liqueurs</i> , sans distinction de degré fr.	900
--	-----

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De invoerrechten op de hierna aange-
deuide alcoholhoudende vloeistoffen en
op de in brandewijn ingemaakte eetwa-
ren worden gewijzigd als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

	Per hectoliter.
Op fust, van 50 graden of min- der van den alcoholmeter van Gay- Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeli- gen thermometer fr.	450

Op fust, voor elken graad bo- ven de 50 fr.	9
--	---

Op flesschen, zonder onder- scheid van graad fr.	900
---	-----

<i>Likeuren</i> , zonder onderscheid van graad fr.	900
---	-----

	Par hectolitre.		Per hectoliter.
Boissons fabriquées au moyen de fruits secs (raisins, dattes, figues, etc.), avec ou sans addition de jus de raisins frais, ainsi que celles fabriquées à l'aide d'alcool, d'eau, de sucre, de matières colorantes, etc., avec ou sans addition de jus de fruits, dont la richesse alcoolique n'est pas supérieure à 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades	fr. 120	Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten (rozijnen, dadels, vijgen, enz.), met of zonder toevoeging van sap van verse druiven, alsmede de dranken vervaardigd door middel van alcohol, van water, van suiker, van kleurstoffen, enz., met of zonder toevoeging van vruchtsap, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeelingen thermometer.	fr. 120
<i>Autres liquides alcooliques contenant en alcool :</i>		<i>Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :</i>	
20 % ou moins	fr. 180	Van 20 t. h. of minder.	fr. 180
Plus de 20 % et pas plus de 50 %	fr. 450	Van meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h.	fr. 450
Plus de 50 %	fr. 900	Van meer dan 50 t. h.	fr. 900
<i>Conserves alimentaires à l'eau-de-vie : par 100 kilogrammes, 450 francs.</i>		<i>In brandewijn ingemaakte eetwaren : per 100 kilogram, 450 frank.</i>	

ART. 2.

Est portée à 8 % la taxe de 4 % du montant des droits d'entrée établie par l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913 sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 3.

Les vins étrangers contenant plus de 24 % d'alcool suivent le régime des *liqueurs* pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en bouteilles ne peut en aucun cas être inférieure à celle des vins importés autrement.

ART. 2.

Wordt gebracht op 8 t. h. de taxe van 4 t. h. van het bedrag der invoerrechten, gevestigd bij artikel 3 der wet van 5 September 1913 op de producten opgenoemd onder artikel 5 der wet van 12 December 1912.

ART. 3.

Buitenlandsche wijn die meer dan 24 t. h. alcohol bevat volgt, voor het heffen der rechten, het regiem van de *likeuren*.

De aanslag van wijn ingevoerd op flesschen mag in geen geval lager zijn dan die van wijn anders ingevoerd.

ART. 4.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 400 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 5.

Par modification à l'article 4 de la loi du 12 décembre 1912, la taxe sur les eaux-de-vie indigènes de toute espèce déclarées en consommation est portée de 10 à 20 centimes par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 6.

Les taux de droit et de taxe fixés par les articles 4 et 5 sont applicables aux flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

ART. 7.

Aucune quantité de flegmes ou d'alcools ne peut être enlevée des distilleries, des usines de rectification ou des entrepôts publics qu'en vertu d'une autorisation du Ministre des Finances.

ART. 4.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn, wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, op voet van 400 frank per hectoliter van 50 graden sterkte van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 5.

Met wijziging in artikel 4 der wet van 12 December 1912 wordt de taxe op den binnenlandschen brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven, gebracht van 10 op 20 centiemen per liter brandewijn hebbende eene sterkte van 50 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 6.

De bedragen van recht en van taxe bepaald bij artikelen 4 en 5 zijn toepasselijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen op het oogenblik van de inwerkingstelling dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

ART. 7.

Geene hoeveelheid flegma's of alcohol mag uit de stokerijen, distilleerderijen of openbare stapelhuizen worden uitgeslagen, dan krachtens eene toelating van den Minister van Financiën.

ART. 8.

Le Ministre des Finances, de commun accord avec le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, est autorisé à fixer :

1° Les prix de vente des alcools indigènes destinés à être consommés dans le pays ou qui doivent y servir pour d'autres usages;

2° La quotité de ces prix revenant aux distillateurs.

La différence existant éventuellement entre les prix de vente dont il est question au 1° ci-dessus et, d'autre part, la quotité réservée aux distillateurs et le montant des droits d'accise, est perçue au profit de l'État comme taxe de libération.

Les alcools destinés à l'exportation peuvent être soumis également à une taxe de libération à déterminer par le Ministre des Finances.

ART. 9.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 13 avril 1896, tous ceux qui sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude, soit en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

ART. 8.

De Minister van Financiën, in gemeen overleg met den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, is gemachtigd vast te stellen :

1° De verkoopprijzen van binnenlandschen alcohol bestemd tot verbruik in het Rijk, of die er tot andere doeleinden moet worden gebezigd;

2° Het aandeel in deze prijzen, dat aan de stokers toekomt.

Het verschil dat bij voorkomend geval bestaat tusschen de verkoopprijzen waarvan sprake in 1° hierboven en anderdeels, het aan de stokers voorbehouden aandeel en het bedrag der accijnsrechten, wordt ten voordeele van den Staat als vrijgevingstaxe geïnd.

De tot den uitvoer bestemde alcohol kan insgelijks worden onderworpen aan eene door den Minister van Financiën vast te stellen vrijgevingstaxe.

ART. 9.

Ingeval van ontdekking eener geheime stokerij, worden beschouwd als medeplichtigen en zijn strafbaar met de straffen bepaald bij artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 13 April 1896, al degenen die met voorweten op eenigerlei wijze deel hebben genomen aan het vergrijp, het hebben vergemakkelijkt, of belang er bij hebben gehad, het zij namelijk door het leveren of het geschikt maken der toestellen die tot bedrog kunnen worden aangewend, het zij door het leveren der grondstoffen of der gist, het zij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor al degenen die deze produkten hebben aangekocht in voorwaarden of tegen prijzen van zulken aard, dat zij den ongeoorloofden oorsprong daarvan moesten vermoeden.

ART. 10.

Toute infraction à l'article 7 est punie d'une amende égale au décuple des droits et taxes dus, outre la confiscation des flegmes et alcools et des moyens de transport.

ART. 11.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle, ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 12.

Les principes généraux des lois en matière de douane et d'accise, notamment ceux relatifs à la rédaction des procès-verbaux, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, la complicité, la tentative de corruption, le droit de transiger, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

Est abrogé l'article 2 de la loi du 5 septembre 1913.

ART. 14.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 3, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

ART. 10.

Alle overtreding van artikel 7 wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der verschuldigde rechten en taxes, onverminderd verbeurdverklaring van de flegma's en den alcohol en van de vervoermiddelen.

ART. 11.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, betreffende voorwaardelijke veroordeeling, zijn niet van toepassing op de bij deze wet voorziene straffen.

ART. 12.

De algemeene beginselen der wetten in zake tolrechten en accijnzen; namelijk degene betreffende het opstellen der processen-verbaal, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de verantwoordelijkheid, de medeplichtigheid, de poging tot omkoop, het recht tot schikking in der minne, zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 13.

Wordt afgeschaft artikel 2 der wet van 5 September 1913.

ART. 14.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend, uitgenomen wat betreft het eerste lid van artikel 3, waarvan de bepaling in werking zal treden op den door de Regeering te bepalen datum.

Gegeven te Brussel, den 18^e Maart 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.